



Conseil international du Café
121^e session
9 – 13 mars 2017
Mexico, Mexique

**Accord international de 2007 sur le Café
Composition au 20 mars 2018**

Contexte

1. Le document ci-après contient un rapport sur la composition de l'Accord international de 2007 sur le Café.
2. L'Organisation internationale du Café invite instamment tous les gouvernements qui n'ont pas parachevé les formalités d'acquisition de la qualité de Membre de l'Accord de 2007 à tout mettre en œuvre pour accélérer les procédures requises.

Mesure à prendre

Le Conseil est invité à examiner ce rapport.

ACCORD INTERNATIONAL DE 2007 SUR LE CAFÉ COMPOSITION AU 20 SEPTEMBRE 2018

Contexte

1. L'Accord de 2007 a été adopté par le Conseil international du Café le 28 septembre 2007, par la Résolution 431. Le 25 janvier 2008, le Conseil a désigné l'Organisation internationale du Café (OIC) dépositaire de l'Accord et a déclaré que l'Accord était ouvert à la signature au siège de l'OIC à Londres entre le 1 février 2008 et le 31 août 2008, et que les dépôts d'instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation pouvaient se faire jusqu'au 30 septembre 2008. Le délai prévu pour signer l'Accord a été ultérieurement prorogé jusqu'au 30 septembre 2011 (voir les Résolutions 439, 441, et 445) et le délai pour déposer des instruments a été également prorogé par le Conseil jusqu'au 28 septembre 2018¹.

Participation à l'Accord de 2007

2. L'Accord de 2007 est entré en vigueur définitivement le 2 février 2011, conformément aux dispositions du paragraphe 1) de l'article 42 dudit Accord.

3. Au 20 mars 2018, 44 Membres exportateurs et 7 Membres importateurs ont parachevé les procédures officielles de participation à l'Accord international de 2007 (voir l'Annexe I). L'Annexe ci-jointe donne la composition de l'Accord de 2007. Les gouvernements sont classés selon les cinq catégories ci-après :

Section A: Membres de l'Accord de 2007

Section B: Membres de l'Accord de 2001 ayant signé l'Accord de 2007 mais pas parachevé les procédures nécessaires

Section C: Membres de l'Accord de 2001 n'ayant pas signé l'Accord de 2007

Section D: Les pays s'étant retirés de l'Accord de 2007

Section E: Les pays invités à titre d'observateur à la 98^e session du Conseil à laquelle l'Accord de 2007 a été adopté.

Dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation

4. Conformément aux dispositions de la Résolution 461, les gouvernements signataires ont jusqu'au **28 septembre 2017** pour déposer leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Les procédures d'acquisition de la qualité de Membre sont définies dans le document [ED-2033/08 Rev. 13](#), accompagnées d'un modèle d'instrument. Suite à l'expiration du délai de signature le 28 septembre 2011, l'adhésion est l'unique option de participation ouverte aux gouvernements non-signataires (voir paragraphe 6 ci-dessous).

¹ Voir également les Résolutions 440, 442, 446, 448, 449, 452, 454, 456, 458 et 461.

Notification d'application provisoire

5. Conformément aux dispositions de l'Article 41 (Application à titre provisoire), tout gouvernement signataire qui se propose de ratifier, d'accepter ou d'approuver l'Accord de 2007 peut, à tout moment, notifier le dépositaire qu'il appliquera l'Accord à titre provisoire conformément à ses procédures juridiques.

Adhésion

6. L'adhésion est une procédure généralement employée par les États qui souhaitent exprimer leur volonté d'être liés par un traité lorsque le délai de signature a expiré. L'Article 43 (Adhésion) dispose que le gouvernement de tout État Membre de l'Organisation des Nations Unies ou d'une de ses institutions spécialisées, ou toute organisation intergouvernementale telle que définie au paragraphe 3) de l'Article 4 peut adhérer à l'Accord de 2007 selon les procédures que fixe le Conseil. À sa 106^e session, le Conseil a approuvé la résolution 447 fixant les procédures d'adhésion, conformément à l'Article 43 de l'Accord de 2007. La date butoir fixée pour le dépôt d'instruments d'adhésion est le **28 septembre 2018**. Les informations concernant les procédures d'adhésion sont exposées dans le document [ED-2033/08 Rev. 13](#), accompagnées d'un modèle d'instrument.

Membres de l'Accord de 2001 n'ayant pas parachevé les procédures de l'Accord de 2007

7. Les pays qui n'ont pas encore parachevé les procédures d'acquisition de la qualité de Membre ne seront tenus de verser leurs contributions au budget administratif pour l'exercice 2017/18 qu'à compter de la date où ils deviendront Membres². Le Directeur exécutif a écrit aux points de contact désignés des pays énumérés dans les sections B et C de l'Annexe I pour leur rappeler qu'il est nécessaire de parachever les procédures d'acquisition de la qualité de Membre le plus rapidement possible.

Participation aux réunions et pouvoirs

8. Comme cela a été la procédure depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de 2007, les pays qui étaient Membres de l'Accord de 2001 et qui n'ont pas parachevé les procédures de l'Accord de 2007 peuvent continuer d'assister aux réunions et de recevoir les documents de l'OIC, en attendant de parachever lesdites procédures. Ces gouvernements sont des Membres de longue date des accords antérieurs, et cette pratique a été suivie dans le cadre de l'Accord de 1994 tel que prorogé et l'Accord de 2001. Ces Membres peuvent être invités à siéger au Conseil mais ils ne seront pas autorisés à participer au processus officiel de prise de décision.

²Le paragraphe 3) de l'article 20 dispose que la cotisation initiale de tout Membre adhérent à l'OIC après l'entrée en vigueur de l'Accord de 2007 est fixée par le Conseil en fonction de nombre de voix qui lui est attribué et de la fraction non écoulee de l'exercice en cours.

9. S'agissant du rapport sur les pouvoirs, ces Membres continueront d'être regroupés dans la catégorie des pays qui n'ont pas parachevé les procédures d'acquisition de la qualité de Membre de l'Accord de 2007 mais qui étaient Membres de l'Accord de 2001 et ont envoyé des représentants à cette session. Une procédure similaire a été suivie pour les sessions du Conseil tenues dans le cadre de l'Accord de 2001³.

³ Voir les rapports sur les pouvoirs et les listes des délégations pour l'année caféière 2001/02 (documents ICC-86-11, ICC-86-12, ICC-87-11 et ICC-87-12).

**LISTE DES MEMBRES DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFÉ
EN VERTU DE L'ACCORD INTERNATIONAL DE 2007 SUR LE CAFÉ
À LA DATE DU 20 MARS 2018**

	DATE DE SIGNATURE	NOTIFICATION D'APPLICATION	TYPE D'INSTRUMENT DÉPOSÉ	DATE DU DÉPÔT DE L'INSTRUMENT	POURCENTAGE DES VOTES AUX FINS D'ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD
A. Pays ayant parachevé l'ensemble des procédures nécessaires					
Membres exportateurs (44)					
Angola	19 mai 2008		Approbation	22 septembre 2009	0,5
Bolivie, État plurinational de	16 juin 2011	10 avril 2012	Ratification	22 septembre 2014	0,6
Brésil	19 mai 2008		Ratification	2 février 2011	24,4
Burundi	21 septembre 2009		Acceptation	21 septembre 2009	0,8
Cameroun	23 mai 2008		Ratification	17 septembre 2012	1,2
Colombie	20 mai 2008	2 décembre 2008	Ratification	22 juillet 2015	10,0
Congo, Rép. démocratique du	23 septembre 2009		Ratification	14 décembre 2015	0,7
Costa Rica	29 mai 2008		Ratification	11 décembre 2009	1,8
Côte d'Ivoire	18 juillet 2008		Approbation	15 octobre 2008	2,6
Cuba	29 août 2008		Ratification	4 décembre 2008	0,5
El Salvador	25 juin 2008		Ratification	4 décembre 2008	1,7
Équateur	30 septembre 2008		Ratification	30 septembre 2008	1,3
Éthiopie	28 août 2008		Ratification	8 juillet 2010	2,8
Gabon	22 juillet 2008		Acceptation	25 février 2009	0,5
Ghana	11 juillet 2008		Ratification	17 août 2009	0,5
Guatemala	29 août 2008		Ratification	23 mars 2011	3,6
Honduras	27 juin 2008		Ratification	7 juin 2010	2,9
Inde	28 août 2008		Ratification	22 septembre 2008	3,6
Indonésie	25 juin 2008		Ratification	5 février 2009	5,5
Kenya	22 mai 2008		Ratification	22 mai 2008	1,2
Libéria	26 août 2008		Ratification	6 octobre 2009	s.o
Madagascar	25 septembre 2009		Ratification	26 novembre 2014	0,6
Malawi	28 août 2008		Ratification	18 juillet 2012	0,5
Mexique	23 juin 2009		Ratification	8 avril 2010	2,6
Népal			Adhésion	17 mars 2017	s.o
Nicaragua	19 mars 2009		Ratification	12 août 2009	1,6
Ouganda	21 septembre 2009		Ratification	1 mars 2010	2,7
Panama	1 juillet 2008		Ratification	12 mars 2009	0,6
Papouasie-Nouvelle-Guinée	7 novembre 2008	6 novembre 2009	Ratification	16 décembre 2016	1,5
Paraguay	27 septembre 2010		Ratification	21 août 2013	0,5
Pérou			Adhésion	14 décembre 2015	s.o.
Philippines			Adhésion	29 mars 2011	0,5
République Centrafricaine	22 mai 2008		Ratification	24 août 2010	0,5
Rwanda	18 juillet 2008		Ratification	17 mai 2012	0,8
Sierra Leone			Adhésion	5 mai 2011	s.o
Tanzanie	23 juillet 2008	22 septembre 2009	Ratification	21 septembre 2010	1,1
Thaïlande	4 août 2009		Ratification	4 août 2009	0,8
Timor-Leste	19 août 2008		Ratification	5 janvier 2009	s.o.
Togo	23 mai 2008		Ratification	21 septembre 2010	0,6
Venezuela, Rép. bolivarienne			Adhésion	12 octobre 2017	0,6
Viet Nam	28 août 2008		Approbation	28 août 2008	12,7
Yémen	27 février 2008		Ratification	14 juillet 2010	s.o.
Zambie	11 septembre 2009		Ratification	3 août 2011	0,6
Zimbabwe	20 août 2009		Ratification	24 mai 2012	0,6
Total					96,1

	DATE DE SIGNATURE	NOTIFICATION D'APPLICATION	TYPE D'INSTRUMENT DÉPOSÉ	DATE DU DÉPÔT DE L'INSTRUMENT	POURCENTAGE DES VOTES AUX FINS D'ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD
Membres importateurs (7)					
États-Unis d'Amérique	28 août 2008		Acceptation	28 août 2008	21,8
Fédération de Russie			Adhésion	24 avril 2015	s.o.
Japon			Adhésion	23 juillet 2015	7,2.
Norvège	2 juin 2010		Ratification	21 septembre 2010	1,2
Suisse	22 mai 2008		Ratification	11 septembre 2009	1,8
Tunisie	5 octobre 2009		Ratification	21 septembre 2010	s.o.
Union européenne	17 juin 2008		Approbation	17 juin 2008	68,0
<i>Allemagne</i>					
<i>Autriche</i>					
<i>Belgique</i>					
<i>Bulgarie</i>					
<i>Chypre</i>					
<i>Croatie</i>					
<i>Danemark</i>					
<i>Espagne</i>					
<i>Estonie</i>					
<i>Finlande</i>					
<i>France</i>					
<i>Grèce</i>					
<i>Hongrie</i>					
<i>Irlande</i>					
<i>Italie</i>					
<i>Lettonie</i>					
<i>Lituanie</i>					
<i>Luxembourg</i>					
<i>Malte</i>					
<i>Pays-Bas</i>					
<i>Pologne</i>					
<i>Portugal</i>					
<i>République tchèque</i>					
<i>Roumanie</i>					
<i>Royaume-Uni</i>					
<i>Slovaquie</i>					
<i>Slovénie</i>					
<i>Suède</i>					
Total					100
B. Pays ayant signé l'Accord de 2007 mais pas parachevé les procédures nécessaires					
Membres exportateurs (3)					
Bénin	23 septembre 2009				0,5
Guinée	2 juillet 2008				0,8
Nigéria	21 juillet 2008				0,5
Total					1,8

	DATE DE SIGNATURE	NOTIFICATION D'APPLICATION PROVISOIRE	TYPE D'INSTRUMENT DÉPOSÉ	DATE DU DÉPÔT DE L'INSTRUMENT	POURCENTAGE DES VOTES AUX FINS D'ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD
C. Pays n'ayant pas signé l'Accord de 2007					
Pays exportateurs (4)					
Congo, Rép.					0,5
Haïti					0,5
Jamaïque					0,5
République dominicaine					0,6
Total					2,1
D. Pays s'étant retirés de l'Accord de 2007					
Turquie	28 août 2008		Ratification	28 mars 2011	Retrait le 12 février 2017
E. Pays invités à titre d'observateur à la 98^e session du Conseil à laquelle l'Accord de 2007 a été adopté					
Afrique du Sud	Croatie 2/	Liban	Serbie		
Algérie	Égypte	Libéria 1/	Sierra Leone 1/		
Arabie saoudite	Émirats arabes unis	Malaisie	Singapour		
Argentine	ex-République yougoslave de	Maurice	Sri Lanka		
Arménie	Macédoine	Maroc	Soudan		
Australie	Fédération de Russie 1/	Mozambique	Timor-Leste 1/		
Belarusse	Fidji	Myanmar	Trinité-et-Tobago		
Belize	Guinée équatoriale	Népal/1	Tunisie 1/		
Botswana	Islande	Nouvelle-Zélande	Turquie 3/		
Cambodge	Iran, Rép. islamique d'	Oman	Ukraine		
Canada	Israël	Pakistan	Uruguay		
Chili	Jamahiriya arabe libyenne	Pérou 1/	Yémen 1/		
Chine, Rép. populaire de	Jordanie	Rép. arabe syrienne			
Corée, République de	Koweït	Rép. dém. Populaire lao			

s.o. = sans objet

Note: Le pourcentage de votes aux fins d'entrée en vigueur de l'Accord de 2007 est basé sur la répartition initiale des voix au sein du Conseil pour l'année caféière 2007/08: document EB-3934/07.

- 1/ Les procédures pour être Membre de l'Accord international du Café de 2007 sont achevées.
- 2/ Les procédures pour être Membre de l'Accord international du Café de 2007 sont achevées de par son entrée dans l'Union européenne le 1 juillet 2013.
- 3/ La Turquie a notifié à l'OIC son intention de se retirer de l'Accord international de 2007 sur le Café le 14 Novembre 2016. Le retrait de la Turquie a pris effet 90 jours après réception de la notification, à savoir le 12 février 2017